

Préface du livre *LA FOI LAÏQUE, extraits de discours et d'écrits, aux instituteurs et institutrices de France*, de Ferdinand BUISSON, 2ème édition de 1913

A l'honnête homme qui a réuni dans ce livre, quelques-uns de ses discours et de ses écrits, il est arrivé récemment une aventure singulière : on lui a reproché de n'avoir jamais varié. Monsieur Ferdinand Buisson avait été autrefois un des confidents les plus intimes de la pensée de Jules Ferry. Il avait été directeur de l'Enseignement primaire au Ministère de l'Instruction publique, à l'heure où furent entreprises et réalisées les grandes réformes qui ont abouti à la fondation de l'école gratuite, obligatoire et laïque. Pendant de longues années, il était resté à la tête de ce service important et y avait déployé des qualités éminentes. Tous les ministres républicains qui se sont succédé dans la vieille maison de la rue de Grenelle ont pu y apprécier la noblesse et l'élévation de son caractère, la sincérité et l'ardeur de ses convictions démocratiques et, — pour reprendre l'expression même dont il a fait le titre de ce livre, la ferveur de sa foi laïque.

C'est lui qui a maintenu au Ministère les traditions qu'y avait établies l'illustre organisateur de l'enseignement public; c'est lui qui, dans la période des plus âpres combats, est resté le collaborateur et le conseiller des hommes politiques auxquels était dévolue la tâche de défendre l'école naissante et menacée; c'est lui qui a préparé toutes les mesures destinées à assurer l'indépendance matérielle et morale des instituteurs; c'est lui qui a élaboré tous les projets de loi, tous les règlements, toutes les circulaires, sur

l'inspection primaire, sur les constructions scolaires, sur les écoles normales, sur les conseils départementaux; c'est lui qui disait alors : « Qu'est-ce qu'une instruction nationale? C'est tout d'abord, une instruction qui s'adresse à tous les hommes, c'est, d'autre part, une instruction qui embrasse dans chaque homme l'homme tout entier. » Et encore : « L'instruction doit être laïque, parce que, si nous voulons que tout enfant acquière les connaissances que la Convention appelait déjà les connaissances nécessaires à tout homme, nous n'avons pas le droit de toucher à cette chose sacrée qui s'appelle la conscience de l'enfant, parce que nous n'avons pas le droit, ni au nom de l'Etat, ni au nom d'une église, ni au nom d'un parti, au nom de qui que ce soit enfin, d'empiéter jamais sur le domaine de cette liberté de conscience, qui est le fond même et la raison de toutes les libertés. » Et encore : « C'est le propre de la démocratie de n'aller pas chercher au loin les sauveurs : il faut qu'elle les trouve elle-même: Il faut que les grandes choses, faites pour le peuple, soient faites aussi par le peuple. » Et parce que M. Ferdinand Buisson avait occupé ainsi, pendant les phases les plus critiques de la bataille, une des positions les plus en vue, il avait naturellement essuyé le feu le plus nourri de l'ennemi, et ni les injures, ni les calomnies ne lui avaient été épargnées. Les cléricaux n'avaient vu dans ce libre philosophe qu'un fanatique et un sectaire, et ils avaient presque réussi à lui donner cette figure de convention devant un grand nombre de catholiques de bonne foi.

Plus tard, son oeuvre achevée, M. Buisson trouva en Sorbonne un poste moins périlleux et des fonctions plus sereines. Il n'aurait dépendu que de lui de terminer ses jours

dans le culte paisible de la science et des lettres. Mais il avait visiblement le remords de n'être plus au milieu du parti républicain, pendant que la poudre parlait encore, et il saisit avec empressement la première occasion de rentrer dans la mêlée. Elu député de Paris, il ne chercha point à se prévaloir de son passé pour s'imposer à ses collègues; il essaya de rester dans le rang, et il fallut forcer sa modestie pour le déterminer à accepter la présidence de la commission de l'enseignement.

Dans cette situation nouvelle, M. Ferdinand Buisson est demeuré scrupuleusement fidèle aux opinions de toute sa vie. Lorsqu'il y a près de dix ans, dans une controverse courtoise, Brunetière et lui discutaient sur la liberté des congrégations et sur la liberté de l'enseignement, M. Buisson s'efforçait de démontrer qu'il y avait sophisme à confondre les deux termes ; et, autant il se déclarait hostile à la liberté des congrégations, autant il s'engageait à défendre contre tous la liberté de l'enseignement. Et, devant cette loyale attitude, le grand polémiste déposait les armes.

Aujourd'hui, c'est contre des amis, partisans du monopole universitaire, c'est contre d'autres amis, détracteurs imprévus de la neutralité scolaire, que M. Ferdinand Buisson est forcé de dépenser son éloquence et d'utiliser sa dialectique; et voici que des républicains, trop oublieux de ses grands services, l'accusent presque de tiédeur et de défaillance. Ce livre leur prouvera, comme il prouvera à tout le monde, que ce n'est pas M. Buisson qui a changé. Sa conception de l'enseignement primaire et de l'instruction morale, son respect de la conscience enfantine,

sont restés les mêmes en 1912 qu'en 1880 et 1882. La passion politique n'a jamais obscurci en lui la pensée, claire et calme, du philosophe et de l'éducateur. Il ne veut pas que l'école primaire, fréquentée par des élèves de moins de douze ans, soit une lice ouverte au conflit des idées religieuses et des systèmes métaphysiques ; mieux que personne, il comprend que, porter atteinte à la neutralité, ce serait ruiner tout l'édifice scolaire : il a le droit d'opposer à la témérité un peu aveugle des novateurs son amour de l'école, son expérience et les leçons des luttes anciennes. Puisse sa voix être écoutée ! C'est celle de la raison et de la liberté.

RAYMOND POINCARÉ